

**FICHE INDIVIDUELLE A DESTINATION DES SERVICES D'EAU  
PARTICIPANT A L'ETUDE CEP  
DONNEES 2011**



**Nom de la collectivité :** Fontaine

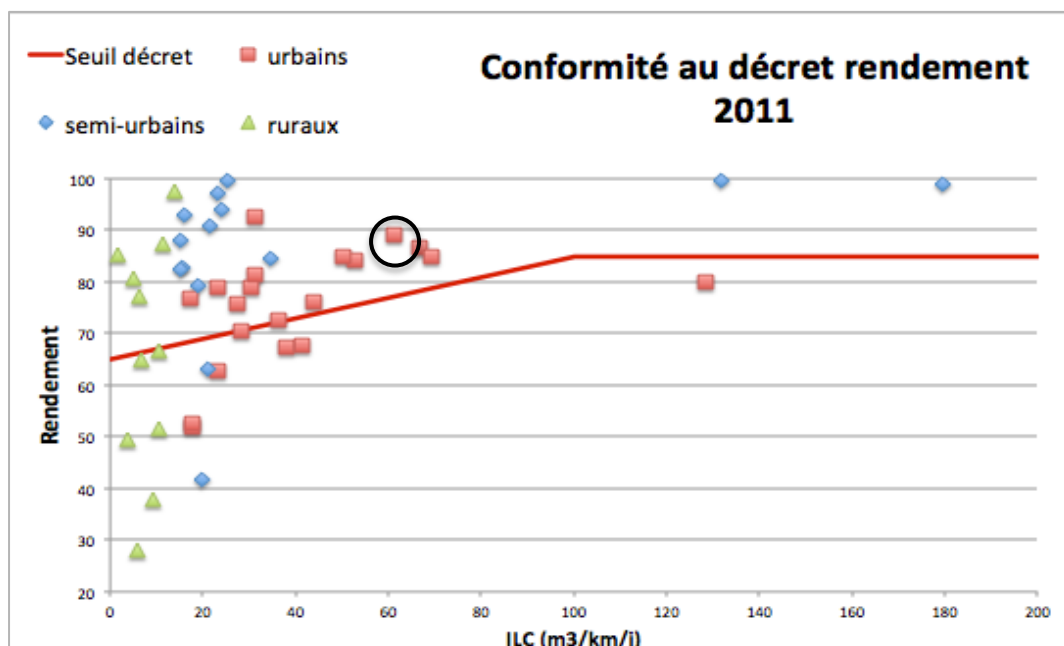
**Type de collectivité :** Commune

Les données présentées ci-dessous ont été renseignées par le service d'eau potable sauf celles marquées d'un astérisque « \* ». Celles-ci ont été calculées à partir des données renseignées par les services, voir notice explicative.

COLLECTIVITE	PERIMETRE CEP
<b>Généralités</b> Abonnés : 10 815 ILC : 61 m <sup>3</sup> /km/j Habitants : 22 243 Densité habitants* : 480 hab/km Mode de gestion : <i>régie directe</i> Branchements : 6 500 Date de règlement de service : Volume entrant : 1 159 Mm <sup>3</sup> 25/05/2005 Volume facturé : 1 044 Mm <sup>3</sup> Linéaire de réseau : 46,3 km Installation de traitement : <i>non</i>	Abonnés CEP : 170.733 Habitants CEP : 467.591 Linéaire total : 2.145 km Branchements : 98.355 Volume facturé : 30,2 millions m <sup>3</sup>
<b>Gestion Patrimoniale</b> Ouvrages : 2 stations de pompage, 2 maillages, 3 réservoirs Nombre total de compteurs : 11 589 Pourcentage de compteurs +12 ans : 0,4 % Linéaire renouvelé sur 5 ans : 5,2 km Pourcentage moyen renouvelé par an* : 2,25 % Connaissance de l'âge des réseaux : <i>non</i>	Compteurs CEP : 173.954 % CEP (+12ans) : 37,1 % moyenne CEP : 1%/an moyenne nationale 2009 : 0,6%/an
<b>Performance</b> Rendement* : 89 % Indice Linéaire de Pertes* : 7,6 m <sup>3</sup> /km/j	Rendement CEP : 79,1% ILP CEP : 12,0 m <sup>3</sup> /km/j
<b>Décret "rendement" :</b> Niveau de connaissance du patrimoine : <i>non disponible /100</i> Seuil de rendement imposé par le décret* : 77,2 % Rendement 2011 : 89 % rendement lissé sur 3 ans* : 82,7 % <i>Graphe de conformité des rendements en p2</i>	Moyenne CEP : 61/100 pts Seuil décret CEP : 72,8 % Rendement CEP : 79,1% Rendement CEP lissé : 78,4%
<b>Branchements en plomb :</b> Nombre de branchements en plomb restant connus : 491 Evaluation du coût de remplacement* : 1 374 800 € Estimation par le service d'eau de la fin des travaux : <i>non disponible</i>	Nombre CEP : 4.506 Total CEP : 9.787 k€
<b>Données financières</b> Recettes réelles totales de fonctionnement : 2 632 k€ Capacité d'autofinancement 2011* : 129 k€ Durée d'extinction de la dette 2011* : 12,7 ans Prix 2011 du service d'eau potable (base 120m <sup>3</sup> ) : 1,19 €/m <sup>3</sup> Evolution du prix depuis 2008* : + 7,2 % <i>Graphique d'analyse p2.</i>	CAF CEP : 9.000 k€ Extinction dette CEP : 5,4ans Prix moyen CEP : 1,14 €/m <sup>3</sup> Evolution CEP : +14,8 % Prix moyen national : 1,55€/m <sup>3</sup> (2009)

\* calcul CEP, voir notice explicative

### Graphique 1 : Conformité des rendements de 2011 par rapport aux exigences du décret



Fontaine est entourée.

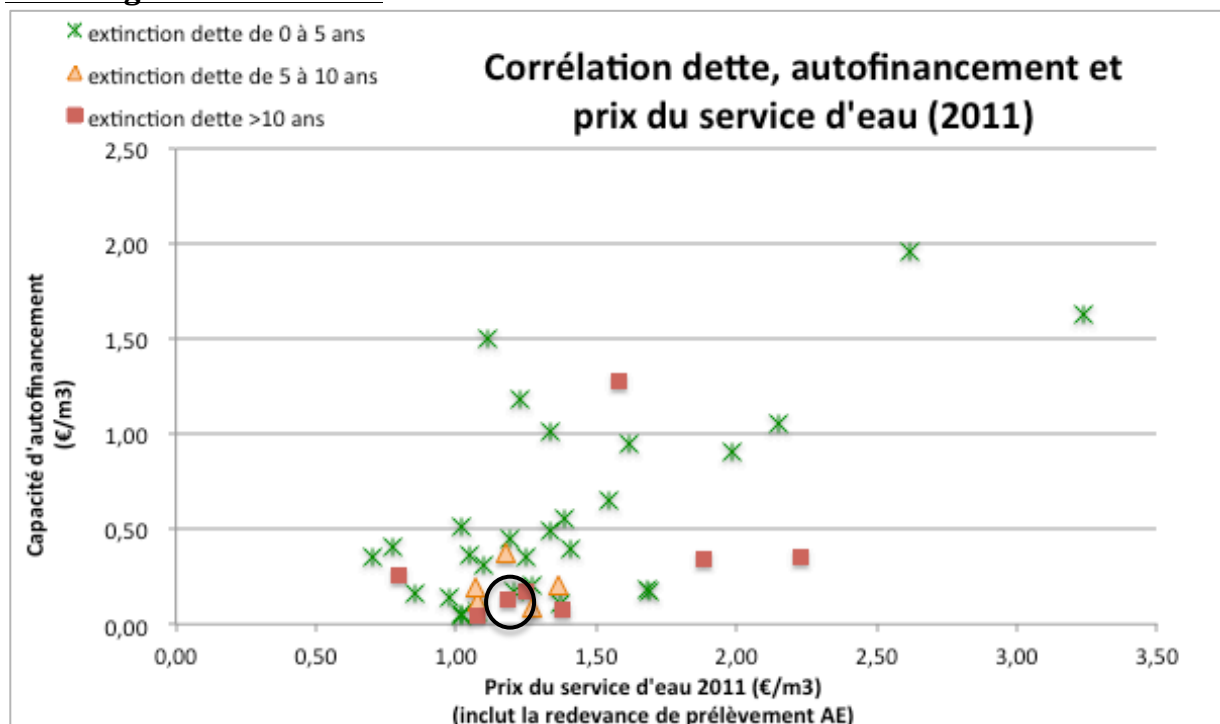
Elle est à interpréter au regard des réseaux de typologie urbaine (carrés rouges). En 2011 son rendement était de 90% et dépassait de près de 12 points le rendement imposé par le décret. En 2008 (pas sur le graphique), son rendement était de 80,5%. Le rendement a donc progressé de presque 10 points en quelques années, vraisemblablement en lien avec les importants travaux de renouvellement menés sur le réseau (plus de 2%/an pendant 5 ans).

On notera que le rendement traduit moins l'état du réseau que les consommations de ses usagers. Pour mesurer la performance en matière de fuites, l'ILP est plus approprié, puisqu'il estime les pertes sur le réseau. L'ILP de Fontaine est de 7,6 m³/km/j, et a diminué de moitié en quelques années (15,1 m³/km/j en 2008). Les efforts de la collectivité en matière de lutte contre les fuites se sont révélés efficaces.

Si ce niveau est maintenu, la lutte contre les fuites ne constituera plus une priorité pour la collectivité. Celle-ci pourra concentrer ses efforts sur l'amélioration de sa connaissance du patrimoine (2<sup>e</sup> enjeu réglementaire du décret "rendement"). Les données manquent à la CEP pour évaluer le degré de connaissance du patrimoine par le service de Fontaine. Cependant, l'âge ou la période de pose des ouvrages semble inconnu.

Cette action peut être menée conjointement aux campagnes de renouvellement des branchements en plomb (échéance réglementaire au 31.12.2013, 491 branchements connus au moment de l'enquête).

## Graphique 2 : Dette, autofinancement, prix du service eau potable : vision globale des marges de manœuvre



Le graphe ci-dessus propose de croiser 3 données financières : le niveau de dette, l'autofinancement (en ordonnée, qui inclut les montants d'assainissement et d'agence de l'eau) et le prix du service d'eau, base 120m<sup>3</sup> (en abscisse).

### Fontaine est entourée.

Son extinction de dette est supérieure à 10 ans (12,7 ans, carré brun) et elle dégagait en 2011 un autofinancement de 0,13 €/m<sup>3</sup> facturé, pour un prix de l'eau de 1,19 €/m<sup>3</sup>.

Cela traduit *a priori* une situation financière du service d'eau qui nécessite de la vigilance.

En effet, le prix pratiqué est dans la moyenne du territoire (1,19 €/m<sup>3</sup> pour une moyenne à 1,14 €/m<sup>3</sup>). Cependant il permet de dégager un autofinancement assez limité de 13 cts/m<sup>3</sup> facturés.

Le niveau de dette est relativement important mais reste supportable pour un service d'eau. Il provient certainement des efforts de renouvellement de conduites et de branchements en plomb que mène Fontaine depuis 5 ans.

### Quelles marges de manœuvre en cas de besoin d'investissement ?

Il ne semble pas que Fontaine ait besoin de renouveler intensément ses conduites. Beaucoup de branchements en plomb restent toutefois à changer. Pour financer ses travaux, Fontaine peut soit augmenter son autofinancement, soit contracter un emprunt. Le service dispose encore d'une marge de manœuvre en termes d'augmentation du prix de l'eau pour augmenter sa CAF. Cette solution serait intéressante pour des investissements réguliers à moyen terme.

Pour un investissement ponctuel, une courte marge de manœuvre reste disponible en matière d'emprunt. Il est toutefois déconseillé de s'imposer une durée d'extinction de dette supérieure à 10-12 ans.

A long terme, afin d'anticiper les possibles pics de renouvellement dus au vieillissement simultané des conduites, et dans le cadre des préconisations de la Directive Cadre Européenne 200/60/CE, le service peut envisager la possibilité de provisionner pour financer ces futurs travaux.